



Des Oiseaux dans la tourmente

Episode 23 OÙ va la France ? (part 1)

La zone euro souffre de deux maux :

- l'austérité budgétaire simultanée dans tous les pays
- une divergence de plus en plus forte de compétitivité au sein de ses membres et l'absence d'harmonisation fiscale

Ce sont les deux critères essentiels qui ont valu le 13 janvier à seize pays leur dégradation par S&P, et sur lesquels ils seront jugés dans les mois à venir.

Nous commençons par l'avenir de la France. Il va falloir faire des sacrifices. Qui doit les supporter ? Salariés ? Entreprises ? Retraités ?, Chômeurs ? Mais avant de rentrer dans le vif du sujet des ajustements nécessaires, précisons le cadre et les marges disponibles.

Les chiffres 2010 de la France :

PIB 1932 Mds

Importations 537Mds

Consommation des ménages 1084 Mds

(1084/25 millions /12mois = 3300 €/mois par foyer)

Administration 478 Mds

Formation de capital 373 Mds (dont entreprises 193, ménages 104, administration 59)

Exportations 492 Mds

C'est très difficile de trouver les chiffres de la nation. L'INSEE n'est plus un service public depuis longtemps. Le site de l'INSEE n'est compréhensible que par ses propres salariés, avec un langage datant de 1950. Manifestement notre gouvernement ne se fait pas présenter les comptes de la nation une fois par mois, comme le font tous les dirigeants. Sinon il y a longtemps qu'il aurait demandé une présentation compréhensible. Quant aux citoyens, ils n'ont pas besoin de comprendre. J'ai sacrifié un peu de rigueur à la clarté, comme d'hab., en essayant de rester le plus proche de la réalité. Un exercice difficile.

La prodigalité fiscale

Il faut bien l'admettre si les prêteurs non résidents refusaient du jour au lendemain de prêter à la France, pour compenser les déficits publics et commerciaux, comme ils le refusent de le faire à la Grèce, au Portugal, et à l'Irlande. Il manquerait brutalement 300 Mds. Ce serait l'asphyxie économique instantanée du pays. Impossible de recourir à des fonds de soutien, avec un tel montant. La France devrait sortir de l'euro et dévaluer massivement.

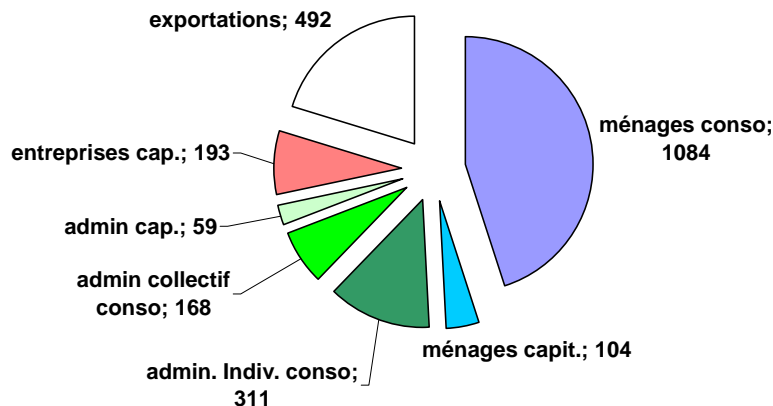
La France s'enfonce dans la pauvreté, avec un revenu net par ménage de 3600 € mensuel, soit 1600 €/personne (toutes catégories confondues). Elle met toute son énergie à trouver une solution pour donner le même revenu à tous. Les inégalités sont le sujet dominant. On en oublie le niveau anormal du chômage et la création de revenus.

S'il n'y a plus de différence entre ceux qui travaillent et ceux qui vivent du travail des autres, l'ensemble de la France s'arrêtera de travailler. Je suis étonné que 24 millions se lèvent encore le matin, pour un peu plus de 2000 € quand 26 millions d'adultes flemmardent au lit, sans même les encourager, pour 1300 €. Au moins ils pourraient les applaudir.

	Actifs	Inactifs	Inactif /actif
nombre (millions)	24	26	108%
salaire net après impôts (actif base 100)	100	62	62%
net+social+ public	137	99	72%

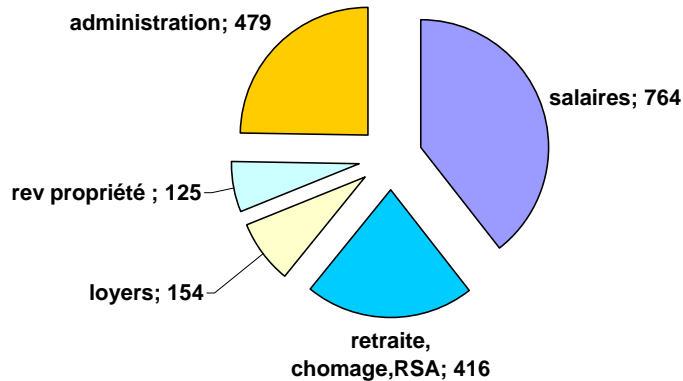
Vous avez beau retourner le problème dans n'importe quel sens. Nous avons vécu au dessus de nos moyens à crédit, pendant 30 ans. **Maintenant, il faut supprimer 100 Mds à notre niveau de vie, ou augmenter le rapport des actifs.** Ce n'est pas facile à faire, et forcément douloureux pour tous.

Où va l'argent ?
PIB France (2010) 1932 + importations 537= 2470 Mds €
investissement 356, conso 1564 , exportations 492 (maj 12 jan12) © Hemve 31



Les ménages bénéficient pour leurs dépenses individuelles de moins de la moitié du gâteau. Un tiers va à l'administration. Les exportations ne compensent même pas les importations des ménages et de l'administration (voiture, essence....).

Qui décide les dépenses ?
Revenu disponible 1282 et consommation administration 479
(en Mds annuel) (maj 12 jan 12) © Hemve 31



Les divergences de compétitivité et l'harmonisation fiscale de la zone euro

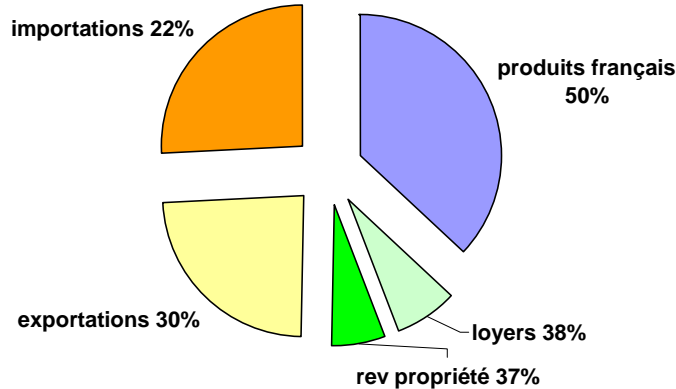
La TVA sociale

Notre fiscalité fonctionne encore suivant des règles datant du milieu du siècle dernier, à une époque où le commerce mondial représentait une part faible de la production et de la consommation. Aujourd'hui les importations /exportations représentent plus que la production nationale. Nos règles favorisent les importations et pénalisent la production nationale.

L'ensemble du monde fonctionne par appel d'offres et choix du « moins disant ». L'Union européenne impose le moins disant, dans tous les appels d'offre. Le taux horaire est une variable essentielle dans la compétitivité, vu la vitesse avec laquelle une avance technologique devient obsolète. (9 Mois, dans la téléphonie mobile)
Mettre des taxes ou des charges sur le travail des produits français, qui sont le double de celles que supportent les produits étrangers est donc suicidaire.

Tout favorise le travail à l'étranger
Taux appliqués (impôts,TVA.. et charges sociales) suivant le lieu de production des produits

(maj 12 jan12) © Hemve 31



Le camembert donne la proportion des différentes masses

	TVA	TIPP	charges soc	plff	autres	total
salaires	19,6%		30%			50%
loyers			13,4%	20%	5%	38%
rev propriété			13,4%	24%		37%
exportations			30%			30%
importations	19,6%	2%				22%

L'épargne est de la consommation différée. Donc elle supportera sa TVA plus tard. Les hauts revenus contribuent donc autant, contrairement à une légende tenace.

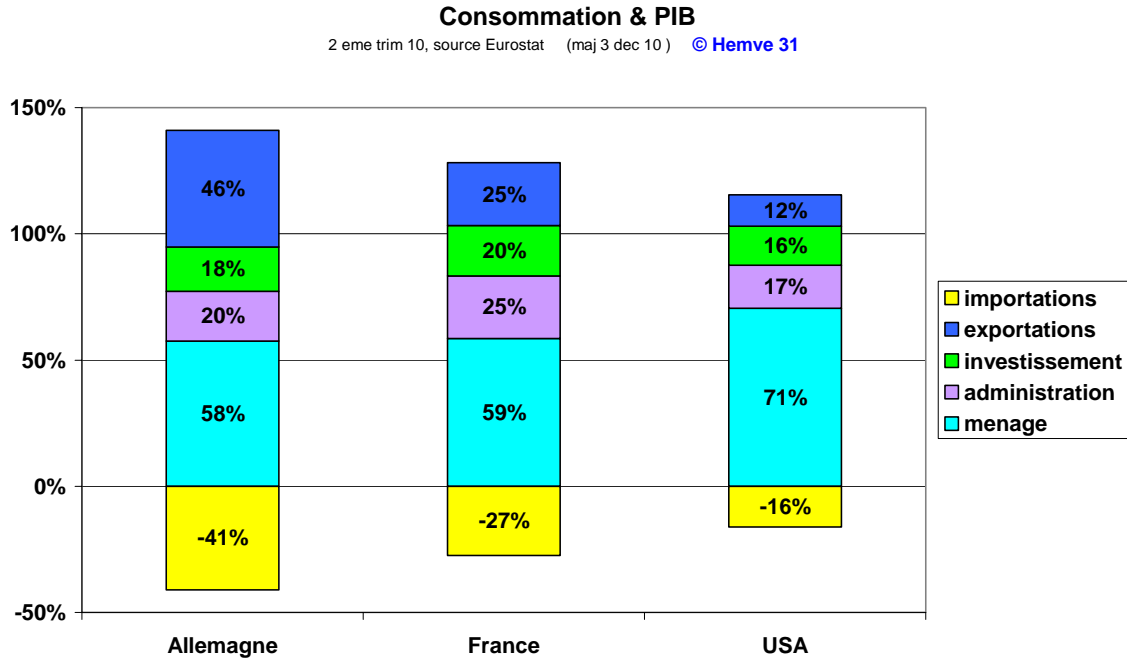
Au vu de ce graphique, on comprend :

- pourquoi Alcatel avait raison de vouloir des usines en France sans ouvrier Il vaut mieux importer que de produire sur place.
- Free n'a que 1000 salariés en France. « Free a tout compris ». On comprend pourquoi le journal Le Monde préfère l'augmentation des charges sociales et s'oppose à la hausse de la TVA (le même directeur)
- les produits exportés seraient plus compétitifs, s'ils étaient produits sur place à l'étranger
- les produits étrangers sont moins chers, car ne supportant pas 30% de charges sociales
- l'Allemagne a le même problème et sous traite aux pays de l'Est (rep. tchèque...), une partie de sa production

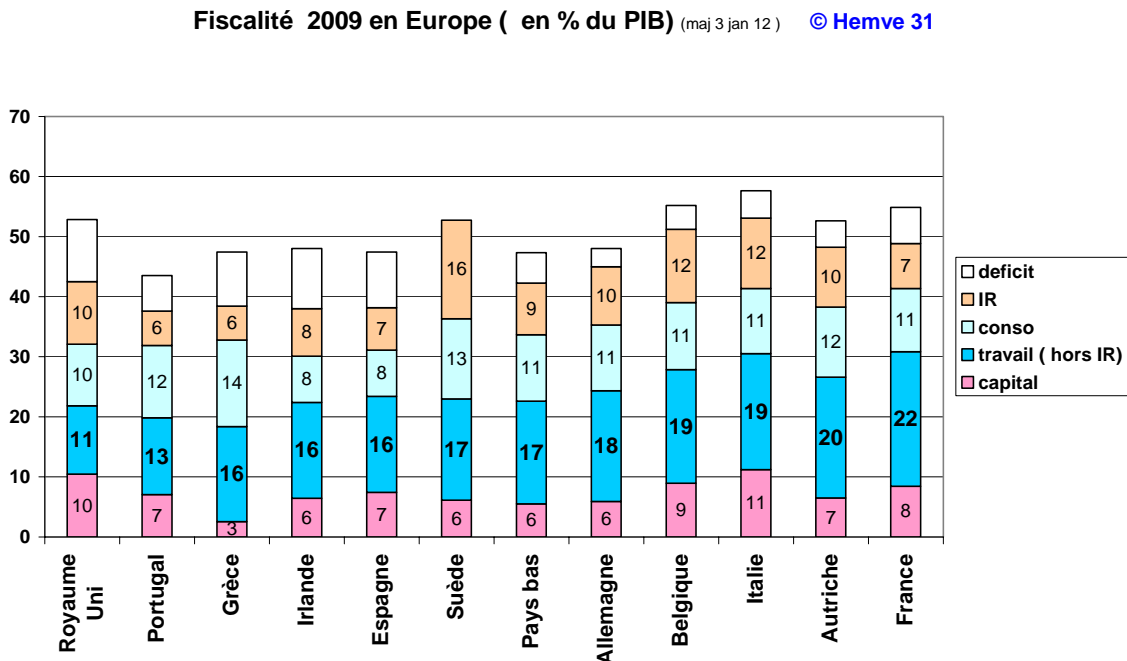
Bref tout ce qui n'a pas impérativement besoin d'être produit en France est produit moins cher à l'étranger d'au moins 10%.

L'Allemagne structurellement peut avoir des taux plus faibles .Elle fait porter une partie des charges, sur une base plus grande des exportations et des importations.

Echappent à cette logique les articles qui doivent être produits impérativement à coté de leur lieu de consommation (électricité, boissons gazeuses...) Tiens donc ! Alors là on peut taxer encore plus, sans limite. L'obésité n'était qu'un prétexte ;



La compétitivité fiscale



Les rapports de la fiscalité en % du PIB (source Eurostat).

Faute de pouvoir augmenter encore plus ses charges sociales qui sont à un niveau record en Europe, les systèmes sociaux (maladie, retraite..) s'endettent

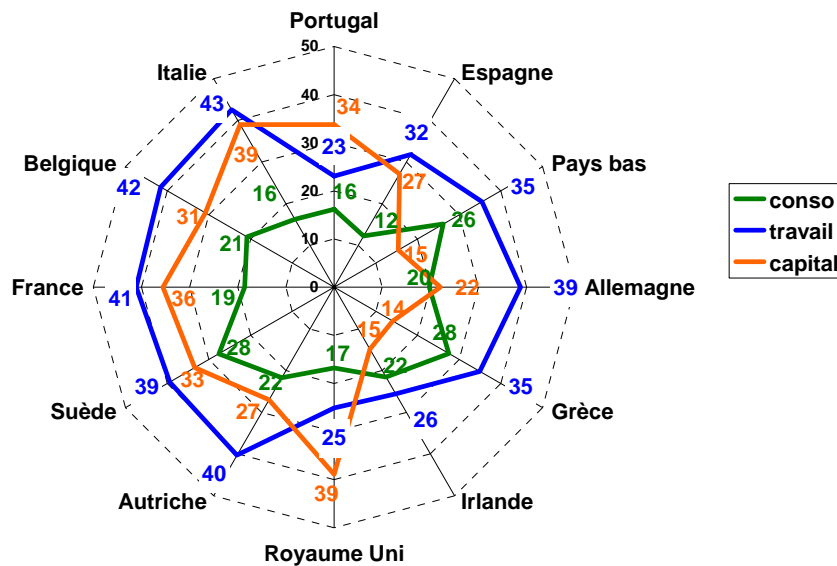
On voit que l'attractivité d'un pays dépend de deux facteurs : les taux d'imposition mais aussi surtout de la masse imposable. Le taux rend le pays attractif. La base est le

résultat historique cumulé des taux les années antérieures. Elle s'élargit pour les pays qui ont baissé les taux. (Exemple de l'Irlande sur le capital). Il faut donc trouver l'optimum.

On parle de plus en plus de « **taux implicite** » Le taux implicite est le taux moyen effectif des recettes sur la base imposable. Il y a tellement de dérogations dans tous les pays que le taux nominal ne correspond plus à rien. De plus si une entreprise est en perte, le taux implicite de l'impôt sur les sociétés est zéro.

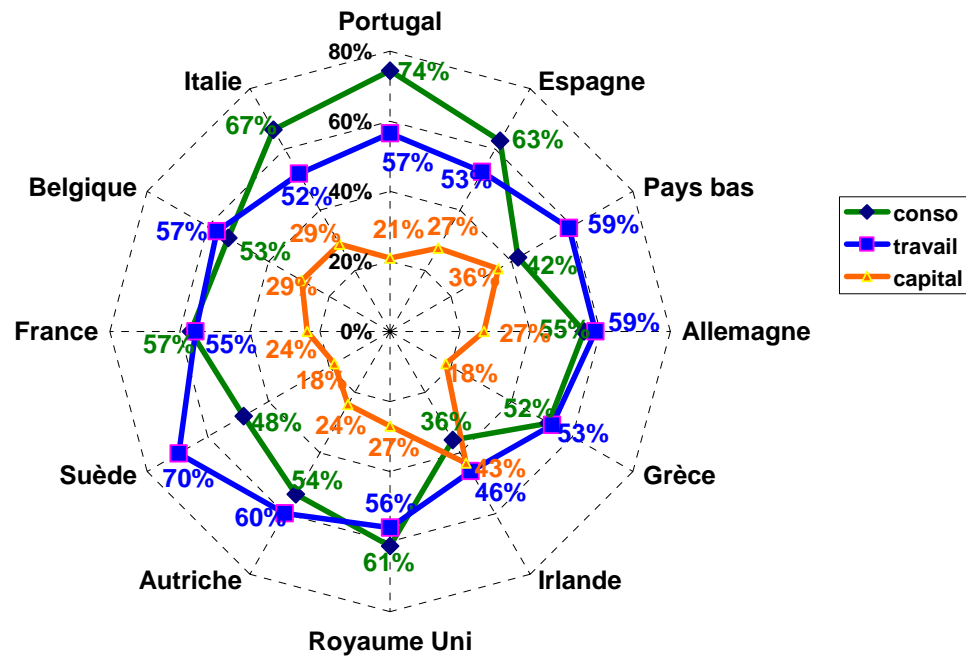
Taux implicites d'imposition (recette /base imposable, en %)

(maj 3 jan 12) © Hemve 31



(Source Eurostat 2009). L'état paye une partie des charges sociales sur les bas salaires (1,7 Smic en France.). Le Royaume uni a dégagé des recettes fiscales substantielles sur le capital D'où un taux fort. L'Irlande a provisionné, en 2009, d'où un taux faible.

Base d'imposition (en % du PIB) (maj 3 jan 12) © Hemve 31



Les pays qui importent beaucoup ont leurs taxes sur une base de conso forte. Ceux qui exportent beaucoup ont une base de taxe sur le travail plus importante. Donc à taux identique un rendement plus important. Ce qui permet de baisser les taux

La France a une base de production trop faible par rapport à ses charges. Le moteur n'est pas assez puissant pour soutenir ses ambitions de redistribution, qui sont donc faites à crédit

L'idéal est d'avoir des taux bas sur une base importante, comme le disait déjà Vauban, il y a plusieurs siècles. Les seuls bons impôts sont ceux qui ont une base large et un taux faible (TVA, CSG, ...) sans dérogation des fameuses niches, comme le fait l'IR. Les niches n'existent que parce que les taux sont insupportables. L'immobilier étant le cas extrême : il supporte tous les impôts et comme plus personne ne construisait, on a créé le Scellier, pour déroger aux taux excessifs. Les seuls impôts liés au sol sont la consommation et l'IR. Les dépenses publiques excédentaires par rapport à la moyenne de celles de la zone euro doivent être financées par ces deux seuls impôts, et non par le capital ou par le travail.

Doit-on augmenter la TVA ? Oui, nous avons un des taux les plus faibles de l'Europe en 2011. La plupart des pays ont relevé leurs taux depuis la date des graphiques en 2009. (Italie à 21%, UK à 20%, Espagne de 16 à 18%). et notre taux doit être comparé au record de dépenses à 56% du PIB.

Faut-il baisser les charges sur le travail ? Oui, il faut descendre d'au moins 2 points et surtout élargir notre base (exporter plus) Après c'est une question de mix. L'urgence est de produire plus.

Est-ce injuste socialement ? Oui, mais c'est le seul moyen de favoriser l'esprit d'entreprise de l'ensemble du pays .Nos PME, en nombre de salariés sont moitié de celles en Italie et en Allemagne. La situation est suffisamment grave. Il ne s'agit plus d'être juste, mais d'être efficace. La pédagogie voudrait qu'il y'ait un geste sur le salaire net des salariés, pour faire passer une partie de la pilule. Il n'est pas souhaitable que les inactifs soient à plus de 60% de revenu des actifs, après impôts, compte tenu des frais de déplacements, formation, frais de garde..... même si le revenu des inactifs est aujourd'hui très faible. La différence n'est plus que 72% si on prend en compte les dépenses maladie et les dépenses publiques.

Hemve 31

A suivre prochain épisode : Ou va la France ? (part 2) l'ajustement

Rappel des épisodes précédents

29 jul. 13/ la tragédie grecque
6 aout 14 /la dette US
13 aout 15/ le trou d'air
12 nov. 16/ sauver l'Italie
25 nov. 17 / sortir de la Dette
9 déc. 18/ le rôle de la BCE
16 déc. 19/ les créanciers
23 déc. 20/ les créanciers (2) / la chine
6 janv. 21/ les créanciers (3) /l'indispensable flexibilité
13 janv. 22/ la sortie de la Grèce de la zone euro

Sur votre site <http://hemve.eklablog.com/>